

**PRÉFECTURE DU VAR**

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC  
LES COLLECTIVITES LOCALES**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES AFFAIRES MARITIMES**

**ARRETE en date du 19 OCT. 2009  
portant mise en demeure concernant les installations de la distillerie La Varoise  
à LA CRAU**

**Le Préfet du Var,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L514-1,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 avril 1984, modifié, autorisant l'exploitation de la Distillerie La Varoise à La Crau,

Vu le rapport en date du 10 juin 2009 de l'inspecteur des Installations Classées près de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

Considérant que l'inspecteur a constaté, lors de sa visite du site le 28 avril 2009, que plusieurs prescriptions de l'arrêté du 12 avril 1984 précité n'étaient pas respectées,

Considérant que les écarts relevés au cours des visites du 17 octobre 2007 et du 20 juin 2006 n'ont pas été régularisés,

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté du 12 avril 1984, dans un délai déterminé, conformément aux dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

.../...

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

La société Distillerie La Varoise sise quartier des Levades à La Crau, est mise en demeure, de respecter, dans un délai maximal de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, pour ses installations de distillerie situées à l'adresse précitée, les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 avril 1984 :

- le PH des eaux industrielles polluées doit être supérieur à 5,5 conformément à l'article 13-4,
- construire un point d'échantillonnage, conformément à l'article 13-3,
- mettre en place une clôture de 2,5 m autour du site, conformément à l'article 4,
- rendre fermée et étanche la cuve 111, lieu de stockage des vinasses conformément à l'article 12-2 alinéa c,
- exécuter la fabrication du compost dans un bâtiment fermé et étanche conformément à l'article 12-2 alinéa d

### ARTICLE 2

L'exploitant est informé que s'il n'a pas obtempéré, dans le délai prescrit, à la présente injonction, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du code de l'environnement (suspension d'activité, consignation d'une somme, travaux d'office) indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées en application de l'article L 514-11 du code de l'environnement.

### ARTICLE 3

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers, dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

### ARTICLE 4

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,  
Le Maire de LA CRAU,  
L'Inspecteur des installations classées près de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Toulon, le 19 OCT. 2009

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Jérôme GUTTON